
COMITÉ CONSULTATIF GOUVERNEMENTAL (GAC) : PROCES VERBAL DE REUNION, Barcelone 20-24 octobre 2018

1. NOMBRE DE PARTICIPANTS ET NOUVEAUX MEMBRES

Quatre-vingt-dix membres du GAC et neuf observateurs ont assisté à la réunion.

Le GAC a accueilli le Laos comme nouveau membre.

Le GAC compte à l'heure actuelle 178 membres et 36 observateurs.

Une liste des participants est disponible en **annexe 1**.

Le Communiqué du GAC de Barcelone est disponible sur le site Web du GAC :

<https://gac.icann.org/contentMigrated/icann63-barcelona-communique>

Les présentations des orateurs pendant la réunion et les documents d'information préparés pour le GAC sont accessibles, le cas échéant, sur le [site Web du GAC](#) sous la rubrique Réunions et enregistrements/Ordres du jour de la réunion de l'ICANN. Les transcriptions complètes de chaque séance sont disponibles sur le [site Web consacré au programme de l'ICANN 63](#).

2. POLITIQUE PUBLIQUE ET QUESTIONS DE FOND

2a. WHOIS/RGPD

Les membres du GAC et le groupe de travail sur la sécurité publique (PSWG) du GAC ont de nouveau activement participé à une multitude de discussions multipartites visant à poursuivre le développement d'accords pour garantir la conformité du WHOIS avec le Règlement général sur la protection des données (RGPD), dont :

- Des discussions avec le Conseil d'administration de l'ICANN concernant le processus accéléré d'élaboration de politiques de la GNSO (EPDP), un modèle d'accès unifié et la procédure judiciaire allemande ICANN c. EPAG.
- Les réunions de l'EPDP.
- Les séances publiques intercommunautaires et séances sur des sujets d'actualité.
- Un échange de points de vue avec le groupe des représentants des entités non commerciales (NCSG) et l'unité constitutive des représentants de la propriété intellectuelle (IPC) ainsi que l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux.

Le GAC a intégré dans le Communiqué un résumé de ses positions (article IV.3) et un suivi de l'avis précédent concernant le modèle d'accès unifié de l'ICANN.

Points d'action

Le GAC donne suite à son avis au Conseil d'administration sur ce sujet par le biais de la procédure habituelle (*équipe de direction + membres du GAC*).

Le GAC poursuit son engagement avec l'EPDP (conformément avec les précédentes procédures convenues) et l'ICANN sur ces questions (*équipe de direction + membres du GAC*).

2b : Codes de pays/territoires à deux caractères au second niveau

Il s'agit toujours d'un sujet de préoccupation pour plusieurs membres du GAC.

Comme il a été discuté lors de l'ICANN62, les mesures prises par l'organisation de l'ICANN pour répondre aux inquiétudes du GAC concernant le processus et pour améliorer les communications, ont été jugées inadéquates pour de nombreux gouvernements.

Le GAC a convenu qu'une déclaration claire était nécessaire de la part du Conseil d'administration sur cette mise en œuvre de l'avis du GAC sur ce sujet, notamment sur le fait de savoir si la résolution du Conseil d'administration 2016.11.08.15 est conforme avec un tel avis. La demande de déclaration a été intégrée au Communiqué.

Le GAC a fait remarquer que le portail Web de l'ICANN pour les gouvernements sur les mesures prises par l'ICANN et les registres à l'égard de codes pays particuliers n'est pas encore disponible.

Point d'action

Le Conseil d'administration de l'ICANN prend des mesures pour répondre aux préoccupations persistantes de la part des membres du GAC, ce dernier donnant suite à son avis au Conseil d'administration sur ce sujet par le biais de la procédure habituelle (*équipe de direction + membres du GAC*).

2c : Noms et acronymes des OIG

Le GAC a noté avec inquiétude que le rapport final du PDP de la GNSO relatif à l'accès des OIG/OING aux mécanismes de protection de droits curatifs engage des recommandations qui sont en conflit avec l'avis du GAC. Cette inquiétude, ainsi que le soutien du GAC pour tout processus qui pourrait rapprocher ces opinions divergentes, a été transmise par écrit au Conseil de la GNSO et lors de la réunion en personne. La question a également été soulevée avec le Conseil d'administration et ses membres ont déclaré qu'ils suivraient les procédures existantes pour aborder les conseils de politique conflictuels une fois qu'ils auront reçu le rapport final du PDP. Le GAC a convenu de conseiller au Conseil d'administration de faciliter un dialogue GNSO-GAC.

Point d'action

Le GAC donne suite à son avis au Conseil d'administration sur ce sujet par le biais de la procédure habituelle (*équipe de direction + membres du GAC*).

2d : Désignations et identificateurs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Le GAC a informé le Conseil d'administration qu'il soutenait les recommandations du groupe de travail PDP nouvellement réuni sur cette question, et l'a intégré au Communiqué en tant que suivi du précédent avis. Il a également informé que des protections temporaires devaient rester en vigueur pour les acronymes CICR et FICR en attendant une résolution de fond.

Point d'action

Le GAC donne suite à son avis au Conseil d'administration sur ce sujet par le biais de la procédure habituelle (*équipe de direction + membres du GAC*).

2e : Pistes 1 à 4 du groupe de travail sur le PDP relatif aux procédures pour des séries ultérieures de nouveaux gTLD

Le GAC a, à nouveau, examiné le travail et le calendrier du PDP relatif aux procédures pour des séries ultérieures de nouveaux gTLD et a rencontré les co-présidents du PDP.

Les co-présidents ont noté des inquiétudes de la part des membres du GAC quant à la quantité et la complexité des questions traitées avec le PDP, et a proposé son aide pour des résumés, des séminaires web ou toute autre initiative à la demande du GAC.

Le GAC a accepté d'envisager de créer un groupe de travail pour coordonner l'examen du travail du PDP ainsi que les commentaires relatifs à celui-ci.

Point d'action

Le GAC doit prendre en compte la demande d'aide au PDP pour identifier les questions majeures ; ainsi que la création d'un groupe de travail du GAC sur les procédures/séries ultérieures de nouveaux gTLD (*équipe de direction du GAC+ membres*).

2f : Pistes 5 du groupe de travail sur le PDP relatif aux procédures pour des séries ultérieures de nouveaux gTLD Noms géographiques

Le GAC a été informé par les co-dirigeants de la piste de travail 5 (noms géographiques) du PDP sur des séries ultérieures de nouveaux gTLD. Il a été noté que tout commentaire du GAC et/ou de membres du GAC sur le rapport initial préliminaire serait communiqué le plus tôt possible en vue de la probable publication du rapport d'ici la fin 2018. Les membres du GAC ont examiné les discussions récentes concernant les codes alpha-3 ISO-3166, les noms de ville qui ne sont pas des capitales et les termes non inclus dans le guide de candidature 2012.

Point d'action

Les participants à la piste de travail 5 continuent de participer à ce travail et de faire des rapports au GAC sur les évolutions (*participants du GAC à la piste de travail 5*).

2g : .Amazon

La Colombie a présenté au GAC et au Conseil d'administration une mise à jour prise en compte par les gouvernements de l'ACTO sur les propositions relatives à Amazon.com présentées lors de l'ICANN60. Le GAC a convenu d'intégrer une mise à jour au Communiqué et de continuer à surveiller les évolutions pertinentes.

Point d'action

Continuer à surveiller les évolutions pertinentes (*équipe de direction du GAC*).

2h : produit des ventes aux enchères des nouveaux gTLD

Le GAC a examiné le rapport initial du groupe de travail intercommunautaire sur les recettes des enchères des nouveaux gTLD. Il a été noté qu'un mécanisme de financement pourrait aider les pays en développement. Le GAC envisagera de le soumettre, ou non, à un processus de commentaire public.

Point d'action

Le GAC va continuer à participer au travail du CCWG et examinera sa réponse en tant qu'organisation membre à toutes recommandations finales le moment venu (*équipe de direction du GAC + membres*).

2i : Participation du GAC au NomCom

Le GAC a été informé des procédures du NomCom, notamment sur la confidentialité et sur la mise en œuvre de la révision du NomCom. La question consistant à savoir si, et comment, le GAC devrait utiliser son poste actuellement vacant auprès du NomCom a été abordée mais pas résolue. Une révision/mise à jour annuelle possible des critères du NomCom du GAC pour le choix des membres du Conseil d'administration a été notée.

Point d'action

Des questions pertinentes pour davantage avancer dans un premier temps, par le groupe de travail du GAC sur la participation au sein du NomCom.

3. PARTICIPATION INTERCOMMUNAUTAIRE

3a : réunion avec le Conseil d'administration de l'ICANN

Le GAC s'est réuni avec le Conseil d'administration de l'ICANN et a débattu les points suivants :

- les recommandations du PDP de la GNSO nouvellement réuni en charge des protections de la Croix-Rouge et du Croissant rouge. voir 2.d ci-dessus.
- une mise à jour de la Colombie sur la question du .amazon. Voir 2.g ci-dessus.
- les codes de pays et de territoires à 2 caractères au second niveau. Voir 2.b ci-dessus.
- le PDP de la GNSO relatif à l'accès des OIG/OING aux mécanismes de protection de droits curatifs. Voir 2.c ci-dessus.
- le développement d'un modèle d'accès unifié pour les données WHOIS non-publiques. Voir 2.a ci-dessus.
- la procédure judiciaire ICANN c. EPAG. Voir 2.a ci-dessus.
- les avancées du processus accéléré d'élaboration de politiques. Voir 2.a ci-dessus.
- la réunion gouvernementale de haut niveau organisée à Barcelone. Voir la section 5 ci-dessous

3b : Réunion avec l'organisation de soutien aux extensions génériques (GNSO)

Le GAC s'est réuni avec le président et les membres du [Conseil de la GNSO](#). Voici les principales questions traitées :

- le fonctionnement du processus d'élaboration de politiques de la GNSO et les améliorations progressives proposées (PDP 3.0).

- les prochaines étapes concernant la réponse du conseil au rapport final sur le PDP de la GNSO relatif à l'accès des OIG/OING aux mécanismes de protection de droits curatifs.

Points d'action

Voir 2.c ci-dessus.

3c : Réunion avec l'organisation de soutien aux extensions géographiques (ccNSO)

Le GAC s'est réuni avec la présidente et d'autres membres du conseil de la GNSO. Voici les principales questions traitées :

- le statut du WHOIS et l'impact du RGPD sur les ccTLD européens.
- le PDP de la ccNSO relatif au retrait des ccTLD.
- la ccNSO en tant que participant-décideur au sein de la communauté habilitée.
- les priorités de la ccNSO pour 2019.

Point d'action

Aucun.

3d : Réunion avec le Comité consultatif At-Large (ALAC)

Le GAC s'est réuni avec la direction et les membres de l'ALAC et a abordé :

- le fondement politique pour un plus large développement de l'espace des gTLD.
- RGPD/WHOIS
- suivi de la déclaration conjointe GAC-ALAC sur la participation inclusive, éclairée et significative au sein de l'ICANN. Un accord a été trouvé sur un suivi de la déclaration commune, joint au Communiqué.

Point d'action

Obtenir la réaction du Conseil d'administration de l'ICANN sur la déclaration de suivi commune (*équipe de direction du GAC*).

3e : Réunion avec les identificateurs techniques publics (PTI)

Le GAC a rencontré les membres du Conseil d'administration des PTI et a abordé :

- l'IANA et les fonctions des PTI
- les priorités du Conseil d'administration des PTI
- le roulement de la KSK

Point d'action

Aucun.

4. LA RESPONSABILITÉ DE L'ICANN

4a : Communauté habilitée de l'ICANN

Le GAC n'a pas abordé les questions relatives à la communauté habilitée lors de cette réunion.

Point d'action

Le secrétariat du GAC continue de surveiller les évolutions de la communauté habilitée et de conseiller le président et les membres du GAC.

4b : Groupe de travail intercommunautaire chargé du renforcement de la responsabilité de l'ICANN

Le GAC a convenu de soutenir les recommandations de la piste de travail 2 du CCWG-Responsabilité concernant :

- le renforcement de la diversité.
- le cadre d'interprétation des droits de l'homme.
- les directives pour les normes de comportement présumées être de bonne foi associées à l'exercice de la destitution des administrateurs individuels du Conseil d'administration de l'ICANN.
- améliorer le bureau de l'Ombudsman de l'ICANN.
- accroître la responsabilité des SO/AC.
- améliorer la responsabilité du personnel.
- améliorer la transparence de l'ICANN.

Il y a eu une longue discussion sur les recommandations relatives à la juridiction de l'ICANN. Le GAC n'a pas été en mesure de prendre position sur ces recommandations et cela a été reflété dans le Communiqué.

Point d'action

La position du GAC doit être transmise aux co-présidents du CCWG (*Réalisé*).

5. Réunion gouvernementale de haut niveau (HLGM) 2018

Le gouvernement d'Espagne a accueilli la quatrième réunion gouvernementale de haut niveau à laquelle 124 délégations ont assisté.

Les préoccupations de certains membres ont été notées dans le Communiqué.

Un rapport du président sera préparé par le gouvernement d'Espagne.

6. QUESTIONS INTERNES DU GAC

6a : Élections

Le GAC a élu Manal Ismail (Égypte) en tant que président pour le mandat de mars 2019 à mars 2021.

Le GAC a élu en tant que vice-présidents pour le mandat de mars 2019 à mars 2020.

Chérif Diallo (Sénégal)

Pär Brumark (Niue)

Thiago Jardim (Brésil)

Olga Cavalli (Argentine)

Luisa Paez (Canada)

6b : Groupe de travail GAC-Conseil d'administration sur la mise en œuvre des recommandations (BGRI)

Le Conseil d'administration de l'ICANN et les membres du GAC se sont réunis en séance plénière et :

- ont convenu de modifier le nom du groupe pour « Groupe d'interaction Conseil d'administration-GAC »
- ont noté le calendrier proposé par le Conseil d'administration pour répondre au Communiqué de Barcelone
- ont examiné et pris note des commentaires concernant l'initiative continue du Conseil d'administration visant à garantir que l'avis passé et actuel du GAC est correctement enregistré et suivi.

Point d'action

Le GAC continue de participer au travail du BGIG (*équipe de direction du GAC+ membres*).

6c : Secrétariat indépendant du GAC

Le GAC a noté que la structure du secrétariat indépendant mise en place en 2013 touche maintenant à sa fin et que la situation doit être examinée en pensant à des options futures durables.

Les services fournis par l'ACIG prendront fin le 31 décembre 2018.

Le président du GAC a demandé un soutien supplémentaire du personnel de l'ICANN en attendant un examen supplémentaire de cette question par le GAC.

Point d'action

Un travail continu sur des options durables pour un secrétariat indépendant (*équipe de direction du GAC + équipe spéciale du GAC*).

6d : Questions opérationnelles du GAC

Le GAC a pris note de la nomination en tant qu'agent de liaison/représentant du GAC de Nigel Cassimir, CTU (Comité permanent de clients) et de Karel Douglas, Trinidad et Tobago (Comité de sélection du programme de bourses de l'ICANN)

Le GAC a été informé de la création d'un nouveau groupe de travail du GAC pour examiner les principes de fonctionnement du GAC (Présidence : Chine).

Le personnel de soutien de l'ICANN pour le GAC a informé le GAC sur les dispositions de réunion pour l'ICANN64 ; intégration de nouveaux membres du GAC ; et mise à jour des directives relatives au soutien aux déplacements.

7. GROUPES DE TRAVAIL DU GAC

Les groupes de travail du GAC ont communiqué au GAC les informations suivantes :

Groupe de travail du GAC sur la sécurité publique (PSWG): Le PSWG a discuté des impacts sérieux de la spécification temporaire de l'ICANN relative aux données d'enregistrement des gTLD sur les investigations en matière d'application de la loi et sur leurs partenaires pour la cybersécurité. Le manque de détails concernant ce qui est défini par « accès raisonnable » aux données WHOIS censurées continue d'entraver les investigations supplémentaires et prolonge l'exposition des victimes au crime et utilisations malveillantes.

Les participants au groupe de travail conviennent que des investigations efficaces pour déterminer les informations d'identification en cas d'actes criminels et de protection des victimes exigent un modèle d'accès fournissant un accès centralisé direct et légal aux données WHOIS non-publiques. Il serait utile d'envisager des moyens de soutenir des techniques d'investigation particulières comme la recherche inversée et l'historique des recherches. Le PSWG pense que cela peut être réalisé en conformité avec les lois de protection des données, en tirant parti des technologies comme le protocole d'accès aux données d'enregistrement des noms de domaine (RDAP) et l'anonymisation de données, le cas échéant.

Présentation du groupe de travail du GAC sur les régions faiblement desservies Le groupe de travail du GAC chargé des régions faiblement desservies en collaboration avec l'équipe de l'ICANN chargée de la relation avec les gouvernements a élaboré un rapport d'évaluation du renforcement de la capacité qui sera partagé avec le GAC pour commentaires en vue de son adoption pendant l'ICANN64.

Groupe de travail du GAC sur les droits de l'homme et le droit international: Le groupe de travail a discuté de questions internes, dont un premier échange sur des mises à jour possibles de son plan de travail actuel. Une version actualisée sera abordée en intersession. Un échange a eu lieu sur l'adoption d'un cadre d'interprétation (FOI) et sur des réflexions concernant les valeurs fondamentales des droits de l'homme, lors duquel certains membres ont fait part de leurs inquiétudes concernant des lacunes perçues. Les membres du groupe de travail vont partager des idées et développer en intersession des options pour la mise en œuvre éventuelle des valeurs fondamentales des droits de l'homme au sein du GAC qui seront abordées lors de l'ICANN64. Le groupe de travail a reçu des informations écrites de l'organisation de l'ICANN concernant son travail vis à vis d'une étude de l'impact sur les droits de l'homme des activités de l'ICANN, et espère un échange en personne avec l'ICANN lors de la réunion de Kobe.

Groupe de travail du GAC sur la participation du GAC au NomCom: Le groupe de travail s'est réuni avec le GAC en séance plénière et a été informé par les dirigeants du Comité de nomination (NomCom) des procédures opérationnelles du comité, dont la confidentialité. Une suggestion a été faite selon laquelle les critères récemment soumis du GAC vis à vis des nominations au Conseil d'administration doivent être mis à jour. Le GAC a également été informé de la mise en œuvre de la révision du NomCom. Le GAC examinera la possibilité de reprendre sa place auprès du NomCom.

ADMINISTRATION DES DOCUMENTS

Titre	Procès-verbal du GAC de Barcelone - octobre 2018
Distribution	Membres du GAC + publication sur le site Web
Date de distribution	Version 1.0 – 19 novembre 2018

ANNEXE 1 : Participants du GAC, Barcelone ICANN63

Membres du GAC		
Commission de l'Union africaine	Saint-Siège, État de la cité du Vatican	Pakistan
Argentine	Hong Kong, Chine	Palestine
Australie		Portugal
Azerbaïdjan	Inde	
	Indonésie	Roumanie
Bangladesh	Iran	Fédération de Russie
Belgique	Irlande	Rwanda
Bénin	Italie	
Bosnie Herzégovine		Sao Tomé-et-Principe
Botswana	Jamaïque	Sénégal
Brésil	Japon	Serbie
Burundi		Singapour
	Kenya	Îles Salomon
Canada	Kiribati	Afrique du Sud
Tchad	Corée, République de	Espagne
Chine	Koweït	Sri Lanka
Colombie		Soudan
Comores	Lettonie	Suède
République démocratique du Congo	Libéria	Suisse
Congo, République du	Lituanie	
Îles Cook	Luxembourg	Taipei chinois
Croatie		Timor Oriental
	Macédoine	Tokelau
Danemark	Malaisie	Trinité-et-Tobago
République Dominicaine	Mali	Tunisie
	Mexique	Turquie
Égypte	Moldavie	Turkménistan
Swaziland		Tuvalu (les)
Commission européenne		
	Pays-Bas	Ouganda
Finlande	Nouvelle-Zélande	Ukraine
France	Nigéria	Royaume-Uni
	Niue	États-Unis
Géorgie	Norvège	
Allemagne		Venezuela
Ghana	Oman	Vietnam
Guinée, République de		

Observateurs du GAC		
Conseil de l'Europe	Communauté économique des États de l'Afrique centrale (ECCAS)	Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).	Organisation de coopération et de développment économiques (OCDE)
Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Union mondiale de radiodiffusion	Assemblée des régulateurs des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (WATRA)